

## ÉDITORIAL

PAR PASCAL AUBERT

## Les infiltrés

Voilà une idée généreuse et pleine de bon sens sur le papier, mais dont il y a lieu de questionner l'utilité aussi bien que la finalité. Huit régions françaises — dont plusieurs très directement affectées par les retombées du plan de restructuration d'Airbus — seraient décidées à frapper à la porte du capital de EADS, la maison mère du constructeur aéronautique. Avec l'espoir avoué d'influer sur les grandes décisions stratégiques et, surtout, sur leurs incidences sociales. Visiblement inspirés par l'exemple allemand, qui a vu trois Länder reprendre une partie — symbolique — des actions du groupe aéronautique cédées récemment par Daimler-Chrysler, quelques grands élus régionaux semblent être parvenus ces derniers jours à la conclusion qu'une forme de légitimité capitaliste leur permettrait de mieux faire entendre leur voix. Autrement dit, plutôt agir de l'intérieur que protester de l'extérieur. Ce qui est probablement vrai en théorie mais qui n'exclut pas des frustrations à l'usage. Que peuvent espérer les élus français concernés en s'infiltrant dans le capital de l'entreprise ? A priori pas grand-chose, sauf prendre une participation substantielle pour laquelle ils ne disposent ni des instruments adaptés ni des ressources financières nécessaires. Faute d'une opération d'envergure, l'éventail des rôles possibles se restreint à la double fonction d'imprécateur et de mouche du coche de l'État actionnaire, dont la vigilance est souvent prise en défaut. Et dans ce cas, il faut se demander s'il est absolument indispensable de mobiliser des ressources précieuses pour cela. Sur ce point, l'exemple allemand n'est guère probant. Avec à peine plus de 1 % du capital d'EADS, les trois Länder, actionnaires de fraîche date, ne semblent pas être intervenus de façon déterminante dans l'élaboration du traitement de choc administré cette semaine à l'entreprise et à ses salariés. Et on ne voit pas en quoi les élus français seraient fondés à imaginer que, placés dans une situation analogue, ils se montreraient plus efficaces.

paubert@latribune.fr



**FRANÇOIS-XAVIER PIETRI**  
anime « l'Économie en actions »

LE SAMEDI À 19 H 10 ET 21 H 10  
LE DIMANCHE À 12 H 10 ET 20 H 10

## La Tribune

Édité par : La Tribune SAS  
51, rue Vivienne - 75095 Paris Cedex 02  
Standard : 01 44 82 16 16  
Adresse Internet : <http://www.latribune.fr>  
Président, Directeur de la publication :  
Alain Metternich.

Directeur de la rédaction : François-Xavier Pietri. Directeur adjoint : Pascal Aubert. Rédaction en chef centrale : Philippe Mabile (Economie, Tribunes) ; Martine Orange (Entreprises) ; Olivier Provost (La Tribune.fr) ; Bruno Segré (Marchés & Finance). Rédacteurs en chef : Jean-Louis Alcaide (PME-Régions) ; Anne Debray (Édition) ; Patrick de Jacquolot (La Tribune.fr) ; Estelle Leroy (Rendez-vous perso) ; Dominique Mariette (Marchés & Finance) ; Franck Pauly (Vos finances) ; Jérôme Stern (Hors-Séries, Mensuels) ; Daniel Vigneron (Economie, International). Adjoint : Akram Belkaid (Economie, International) ; Eric Benhamou (Forum) ; Pascale Besses-Boumard (Valeurs) ; Jean-Pierre Bourcier (Art de vivre) ; Béatrice d'Erceville (Entreprises) ; Jean-Christophe Féraud (Enquêtes) ; Delphine Girard (Economie France) ; Pascal

Hénisse (Tribunes) ; Yan de Kerougen (Rendez-vous perso) ; Christophe Bazire, Jean-Pierre Geoffroy, Patricia Jézéquel, Nicolas Oudin (Édition) ; Jean-Baptiste Jacquin (Entreprises) ; Christophe Tricaud (Les Places) ; Nicole Triouleyre (La Tribune.fr).  
Directeur général-éditeur : François Dieulesaint. Directeur de la diffusion et de la promotion : Benoît Waucampt (01 40 13 18 47). Directrice de la communication : Sandra Tricot (01 44 88 47 90). Directeur du développement et du marketing : Fabrice Février. Directeur multimédia : Pascal Laroche.  
Publicité : DI Régie (01 44 88 42 60). Président : Jean-Jacques Schardner. Directeur général opérationnel : Hervé Noiret. Directrice publicité commerciale : Nathalie Catholand. Directeur publicité financière : Pierre Gisclard. Directeur publicité internationale : Alice Suric. Directeur publicité régionale : Charles d'Augustin.

Impression : CIPP, 72-74, rue Ambrasse-Croizat, 93200 Saint-Denis ; Méditerranée-Offset-Press, Vitrolles ; Rhône Offset-Press, Irigny ; Imprimerie Midifax, Toulouse ; Loirefax, Saint-Herblain.

## Service abonnement

Numéro vert : 0 800 13 23 33 (appel gratuit)  
Fax abonnement : 01 44 82 17 92  
Abonnement 1 an (France métr.) : 395 € TTC

IMPRIMÉ EN FRANCE  
PRINTED IN FRANCE



Reproduction intégrale ou partielle interdite sans  
accord de l'éditeur - Art. L.122-4 du Code de la propriété intellectuelle

La Tribune est une publication de DI.  
Group. Principal associé : Ufipar (LVMH).  
Président-directeur général : Alain Metternich.  
Directeur général : Jean-Jacques Schardner.  
Directeur général adjoint : Nicolas Desbois.  
Directeur délégué : Bernard Villeneuve.

## LE POINT DE VUE DE... ZAKI LAÏDI (\*)

## Comment le pétrole tue la démocratie



Explosion d'un pipeline dans la banlieue de la capitale du Nigeria, Lagos, le 26 décembre 2006.

Depuis une trentaine d'années, politologues et économistes s'intéressent au lien entre pétrole et démocratie. Tous s'accordent à dire que la rente pétrolière ne favorise guère la démocratie. Nous avons néanmoins cherché à repenser cette corrélation en tenant compte de trois facteurs : le renchérissement du prix des hydrocarbures, un regain international pour la « démocratie » lancé par les États-Unis et les impératifs de la lutte contre le terrorisme et la montée en puissance de la Chine.

Nous sommes aussi partis de deux éléments empiriques : le classement des 15 premiers exportateurs d'hydrocarbures et le statut politique de ces pays établi par Freedom House, une ONG américaine qui étudie les performances démocratiques dans le monde. Freedom House distingue entre pays libres, partiellement li-

malgré tous les discours sur la promotion de la démocratie, les États-Unis n'ont en définitive que renforcé des régimes très autoritaires. Ils voient dans ces derniers des « remparts contre le terrorisme islamique », même si ce rempart est totalement illusoire. Pour les besoins de la cause, ils ont réhabilité la Libye ou le Kazakhstan, pour ne donner que ces deux exemples caricaturaux. En fait, sur les 15 premiers exportateurs mondiaux de pétrole, 8 comptent parmi les 10 premiers fournisseurs des États-Unis.

malgré tous les discours sur la promotion de la démocratie, les États-Unis n'ont en définitive que renforcé des régimes très autoritaires. Ils voient dans ces derniers des « remparts contre le terrorisme islamique », même si ce rempart est totalement illusoire. Pour les besoins de la cause, ils ont réhabilité la Libye ou le Kazakhstan, pour ne donner que ces deux exemples caricaturaux. En fait, sur les 15 premiers exportateurs mondiaux de pétrole, 8 comptent parmi les 10 premiers fournisseurs des États-Unis.

malgré tous les discours sur la promotion de la démocratie, les États-Unis n'ont en définitive que renforcé des régimes très autoritaires. Ils voient dans ces derniers des « remparts contre le terrorisme islamique », même si ce rempart est totalement illusoire. Pour les besoins de la cause, ils ont réhabilité la Libye ou le Kazakhstan, pour ne donner que ces deux exemples caricaturaux. En fait, sur les 15 premiers exportateurs mondiaux de pétrole, 8 comptent parmi les 10 premiers fournisseurs des États-Unis.

malgré tous les discours sur la promotion de la démocratie, les États-Unis n'ont en définitive que renforcé des régimes très autoritaires. Ils voient dans ces derniers des « remparts contre le terrorisme islamique », même si ce rempart est totalement illusoire. Pour les besoins de la cause, ils ont réhabilité la Libye ou le Kazakhstan, pour ne donner que ces deux exemples caricaturaux. En fait, sur les 15 premiers exportateurs mondiaux de pétrole, 8 comptent parmi les 10 premiers fournisseurs des États-Unis.

**Paramètre chinois.** Les régimes pétroliers ont naturellement intégré ce nouveau rapport de forces. Il est impossible de comprendre le jeu de Poutine sans tenir compte du fait que son pays est désormais le deuxième exportateur d'hydrocarbures du monde. Il est également difficile de saisir le processus de militarisation du Venezuela si on ne prend pas en considération les 39 milliards de revenus annuels retirés des hydrocarbures. Enfin, il faut prendre en compte dans cette équation le paramètre chinois.

En menant une politique très agressive d'exploitation des ressources minières et pétrolières dans de nombreux pays, la Chine renforce les régimes non démocratiques car son engagement repose sur le principe de non-ingérence. Autrement dit, elle n'impose aucune condition économique, sociale, politique ou environnementale à des prêts qui ne sont plus anecdotiques. En 2005, ils avoisinaient les 200 milliards de dollars, soit l'équivalent du volume des prêts de la Banque mondiale. En Afrique, ses deux premiers partenaires commerciaux sont non seulement des États pétroliers, mais aussi des pays antidémocratiques (l'Angola et le Soudan). Noir c'est noir...

(\*) Directeur de recherches à Sciences Po.

“ LES PAYS PÉTROLIERS SONT DES PAYS OÙ LE CHÔMAGE EST GÉNÉRALEMENT ÉLEVÉ ET OÙ L'AUGMENTATION DES RESSOURCES N'A AUCUN IMPACT SUR L'EMPLOI ET LE DÉVELOPPEMENT. ”

bres et non libres. Selon sa méthodologie, loin d'être arbitraire, tous les pays ayant recours à des élections en apparence compétitives sont des pays libres. Sur les 15 premiers exportateurs mondiaux d'hydrocarbures, 12 ne le sont pas, 2 le sont (Norvège, Mexique) et le dernier, le Venezuela, l'est de moins en moins.

**Empêcher la diversification.** Pourquoi le pétrole ne favorise-t-il pas la démocratie ? Il existe une convergence assez remarquable entre des facteurs structurels et des éléments conjoncturels. La rente pétrolière peut être très facilement centralisée

De ce point de vue, le discours de nos hommes politiques, qui réduisent l'immigration à la pauvreté et aux inégalités internationales, devrait prendre en compte le fait que beaucoup de régimes ne veulent pas de développement pour continuer à régner. Cette réalité a des prolongements internationaux. Les pays pétroliers sont aujourd'hui très courtisés, surtout quand la sécurité des approvisionnements touche des régions où la lutte contre le terrorisme est à l'ordre du jour.

Depuis le 11 septembre 2001, et